



CANADA

Débats du Sénat

3^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE • VOLUME 147 • NUMÉRO 43

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le mercredi 23 juin 2010

PRÉSIDENTE DE
L'HONORABLE NOËL A. KINSELLA

TABLE DES MATIÈRES

(L'index quotidien des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

Service des débats : Monique Roy, Édifice national de la presse, pièce 831, tél. 613-992-8143
Centre des publications : David Reeves, Édifice national de la presse, pièce 926, tél. 613-947-0609

Publié par le Sénat
Disponible auprès des : TPSGC – Les Éditions et Services de dépôt – Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Aussi disponible sur Internet : <http://www.parl.gc.ca>

LE SÉNAT

Le mercredi 23 juin 2010

La séance est ouverte à 13 h 30, le Président étant au fauteuil.

Prière.

[Traduction]

VISITEURS À LA TRIBUNE

Son Honneur le Président : Honorables sénateurs, juste avant d'entendre les déclarations de sénateurs, je vous signale la présence à la tribune de délégués au Sommet Girls 20.

Au nom de tous les honorables sénateurs, je vous souhaite la bienvenue au Sénat du Canada. Comme vous pouvez le constatez, votre visite est fort appréciée. Ces demoiselles sont les invitées de l'honorable sénateur Frum.

DÉCLARATIONS DE SÉNATEURS

L'ATTENTAT À LA BOMBE CONTRE LE VOL 182 D'AIR INDIA

LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE

L'honorable Mobina S. B. Jaffer : Honorables sénateurs, nous soulignons aujourd'hui le 25^e anniversaire de l'attentat à la bombe contre le vol d'Air India, qui est souvent décrit comme la plus grande tuerie dans l'histoire du Canada.

En 1985, peu après l'attentat, le premier ministre Mulroney a communiqué avec le gouvernement indien pour lui présenter des excuses. Il aura toutefois fallu 25 ans pour que les familles canadiennes des victimes reçoivent des excuses semblables.

La semaine dernière, le juge Major a publié son rapport sur l'attentat. Ce n'est qu'un quart de siècle après l'attentat qu'on a officiellement reconnu que le gouvernement du Canada avait commis des erreurs et qu'il devait s'excuser.

L'attentat a été terrible non seulement pour le Canada et l'Inde, mais pour le monde entier.

L'explosion de l'avion d'Air India a tué 329 personnes, pour la plupart des Canadiens, mais les familles qui ont perdu des êtres chers dans cette tragédie ont aussi éprouvé de graves souffrances.

Pendant 25 ans, les familles des victimes ont été traitées avec très peu d'égards par notre gouvernement et ses organismes.

Ces familles ont réclamé justice. Elles ont réclamé des réponses à leurs nombreuses questions. Elles ont réclamé des indemnités. Malheureusement, justice n'a pas été rendue, les questions sont restées sans réponse et aucune indemnisation n'a été versée.

Comme le déclare avec tant d'éloquence le juge Major :

Le gouvernement a traité avec peu d'égards les familles des victimes de l'attentat. Pendant très longtemps, il semblait tenir davantage à se justifier et à nier ses torts, détournant ainsi son attention de la souffrance et des besoins des familles.

Insatisfaites des réponses qu'elles obtenaient à l'époque, les familles ont, à maintes reprises, réclamé une enquête publique sur la tragédie. Devant le refus constant du gouvernement, les familles ne pouvaient qu'éprouver exaspération et incertitude.

La publication du rapport nous amène à nous demander pourquoi tout le processus a été si long. Pourquoi a-t-il fallu un quart de siècle pour en arriver là où nous en sommes aujourd'hui?

Le juge Major avance la théorie suivante :

[...] l'insensibilité du gouvernement du Canada à leur endroit [pourrait] amener les familles des victimes à se demander si la réaction aurait été la même dans le cas où la grande majorité des victimes auraient été des Canadiens de race blanche.

Honorables sénateurs, 25 ans après la tragédie, la commission d'enquête sur l'attentat à la bombe contre le vol d'Air India a conclu que les familles des victimes méritent des excuses et une indemnisation. Le premier ministre Harper fera des excuses aujourd'hui, mais quand notre gouvernement versera-t-il aux familles l'indemnité à laquelle elles ont droit?

Je sais bien que cela ne se fera pas du jour au lendemain. Je crois toutefois qu'il est crucial d'établir un échéancier afin d'éviter que les familles n'aient à attendre trop longtemps avant d'être indemnisées.

Honorables sénateurs, ces gens souffrent depuis déjà deux décennies et demie. Aidons-les enfin à essuyer leurs larmes.

LE PLAN D'ACTION EN MATIÈRE DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ AU CANADA ATLANTIQUE

L'honorable Fred J. Dickson : Honorables sénateurs, c'est en tant que Canadien de la région atlantique que j'interviens afin d'encourager la tenue de discussions opportunes sur la production d'électricité dans notre région, notamment sur les options et les défis en matière d'énergie renouvelable, y compris le transport international et interprovincial d'électricité, tout cela dans le but d'élaborer un plan d'action en matière de production d'électricité par et pour les Canadiens de la région atlantique.

Cette initiative régionale s'appuierait sur le travail du Conseil des premiers ministres des provinces de l'Atlantique et l'entente qui a été conclue afin d'élaborer une stratégie régionale d'électricité tenant compte des technologies de production d'énergie propre et renouvelable, de l'infrastructure nécessaire au transport d'électricité et des méthodes à appliquer pour soutenir la concurrence sur les marchés d'exportation d'électricité.

Depuis plusieurs décennies, l'élaboration d'une stratégie régionale en matière d'énergie et d'électricité est au programme des élus du Canada atlantique et a fait l'objet de nombreuses conférences et études spécialisées. Toutefois, jusqu'à tout récemment, la région jugeait les progrès accomplis très lents, c'est le moins qu'on puisse dire.

Il y a environ 30 ans, les participants à une importante conférence sur les options du Canada atlantique en matière d'énergie en sont arrivés au consensus suivant : les quatre provinces de l'Atlantique devaient élaborer une stratégie régionale compatible avec un plan national, puis procéder à une planification réaliste en fonction de leurs propres besoins énergétiques. Cette conférence s'est tenue sous la direction de l'honorable Ron Barkhouse, ministre des Mines et de l'Énergie de la Nouvelle-Écosse.

Le temps ne pourrait être mieux choisi pour élaborer un plan régional de production d'électricité étant donné les mesures prises par le gouvernement fédéral, y compris l'investissement pouvant atteindre 4 millions de dollars dans l'initiative de la porte d'entrée de l'énergie de l'Atlantique, investissement annoncé par l'honorable Peter MacKay et l'honorable Lisa Raitt, afin d'appuyer la mise en valeur des ressources en énergie renouvelable au Canada atlantique et d'améliorer l'accès aux marchés d'exportation. Le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles est autorisé à étudier, pour en faire rapport, l'état actuel et futur du secteur de l'énergie au Canada, ce qui englobe de nombreuses questions similaires aux occasions et aux défis cernés par les premiers ministres des provinces de l'Atlantique.

Le comité, dont je suis membre, doit remettre son rapport final au plus tard le 30 juin 2011. La table ronde fédérale sur l'énergie renouvelable a eu lieu en novembre 2009. À cette occasion, plusieurs politiques clés ont été proposées, notamment la nécessité d'élaborer une stratégie nationale d'énergie afin de gérer la transition entre l'ère du carbone et l'ère des énergies renouvelables. Parmi les possibilités envisagées à l'occasion de la table ronde, mentionnons le potentiel essentiellement inexploité des ressources en énergie propre et renouvelable, y compris les énergies éolienne et marémotrice ainsi que l'hydroélectricité, que nous avons en abondance au Canada atlantique, de même que l'énergie solaire.

On ne saurait discuter d'énergie renouvelable au Canada atlantique sans parler du potentiel hydroélectrique inexploité du cours inférieur du fleuve Churchill, à Terre-Neuve-et-Labrador, et du potentiel marémoteur de la baie de Fundy, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Les deux projets sur le cours inférieur du fleuve Churchill, à Gull Island et à Muskrat Falls, auront une capacité globale de plus de 2 800 mégawatts.

• (1340)

Comme c'est le cas aussi pour la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador ne peut transporter directement l'énergie électrique que vers les marchés d'exportation. Deux possibilités sont actuellement à

l'étude pour le cours inférieur du fleuve Churchill : le transport terrestre par le Québec, où s'appliqueraient les tarifs de transport en libreaccès d'Hydro Québec — et précisons que, au bout d'un processus qui a duré quatre ans, la Régie de l'énergie du Québec a rejeté la demande — et le transport sous-marin de l'île jusqu'aux Maritimes, ce qui fournirait de l'énergie à la Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et aux marchés américains.

Honorables sénateurs, pour souligner la nécessité d'élaborer un plan d'action en matière de production d'électricité au Canada atlantique, permettez-moi d'emprunter la citation que le premier ministre Williams a utilisée dans le discours qu'il a prononcé devant le Canadian Club, à Ottawa, le 9 juin 2010, citation de sir Winston Churchill : « Si nous sommes ensemble, rien n'est impossible; si nous sommes divisés, tout est voué à l'échec. »

L'UNIVERSITÉ DES PREMIÈRES NATIONS DU CANADA

L'honorable Sandra Lovelace Nicholas : Honorables sénateurs, j'ai assisté ce mois-ci à la remise annuelle des diplômes qui a lieu chaque printemps à l'Université des Premières nations du Canada, à Regina. Ce fut un moment de grande fierté pour mon peuple et ma collectivité, la Première nation de Tobique, au Nouveau-Brunswick. J'y étais parce qu'une jeune femme de ma collectivité, Sabrina Bear, allait y recevoir...

Son Honneur le Président : Honorables sénateurs, la séance est suspendue.

(La séance est suspendue à cause d'un séisme.)

(Conformément à l'ordre adopté par le Sénat le 15 avril 2010, la séance est levée à 16 heures et la masse est retirée en présence du Président, du greffier et des greffiers au Bureau.)

(Le Sénat s'ajourne.)

LE SÉNAT DU CANADA
PROGRÈS DE LA LÉGISLATION

(Ce document rend compte de l'état d'un projet de loi en indiquant la date à laquelle chaque étape a été complétée.)

(3^e Session, 40^e Législature)

Le mercredi 23 juin 2010

*(*La déclaration écrite porte sanction royale le jour où les deux chambres du Parlement en ont été avisées.)*

**PROJETS DE LOI ÉMANANT DU GOUVERNEMENT
(SÉNAT)**

N ^o	Titre	1 ^{re}	2 ^e	Comité	Rapport	Amend.	3 ^e	S.R.	Chap.
S-2	Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois	10/03/17	10/03/29	Affaires juridiques et constitutionnelles	10/05/06	0	10/05/11		
S-3	Loi mettant en œuvre des conventions et des protocoles conclus entre le Canada et la Colombie, la Grèce et la Turquie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	10/03/23	10/03/31	Banques et commerce	10/04/29	0	10/05/04		
S-4	Loi concernant les foyers familiaux situés dans les réserves des premières nations et les droits ou intérêts matrimoniaux sur les constructions et terres situées dans ces réserves	10/03/31	10/05/05	Droits de la personne	10/06/15	9			
S-5	Loi modifiant la Loi sur la sécurité automobile et la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)	10/04/14	10/05/12	Transports et communication	10/06/03	0	10/06/08		
S-6	Loi modifiant le Code criminel et une autre loi	10/04/20	10/05/05	Affaires juridiques et constitutionnelles					
S-7	Loi visant à décourager le terrorisme et modifiant la Loi sur l'immunité des États	10/04/21	10/06/17	Anti-Terrorisme					
S-8	Loi concernant la sélection des sénateurs	10/04/27							
S-9	Loi modifiant le Code criminel (vol d'automobile et trafic de biens criminellement obtenus)	10/05/04	10/05/26	Affaires juridiques et constitutionnelles	10/06/03	0	10/06/08		
S-10	Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois	10/05/05							
S-11	Loi concernant la salubrité de l'eau potable sur les terres des Premières Nations	10/05/26							

**PROJETS DE LOI ÉMANANT DU GOUVERNEMENT
(CHAMBRE DES COMMUNES)**

N°	Titre	1 ^{re}	2 ^e	Comité	Rapport	Amend.	3 ^e	S.R.	Chap.
C-2	Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, de l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République de Colombie et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie	10/06/15	10/06/16	Affaires étrangères et du commerce international	10/06/17	0	10/06/21		
C-6	Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2010 (<i>Loi de crédits n° 5 pour 2009-2010</i>)	10/03/24	10/03/29	—	—	—	10/03/30	10/03/31	1/10
C-7	Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2011 (<i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>)	10/03/24	10/03/29	—	—	—	10/03/30	10/03/31	2/10
C-9	Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 mars 2010 et mettant en oeuvre d'autres mesures	10/06/08	10/06/10	Finances nationales					
C-11	Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés et la Loi sur les Cours fédérales	10/06/15	10/06/17	Affaires sociales, sciences et technologie					
C-13	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi	10/06/17	10/06/21	Affaires sociales, sciences et technologie					
C-23A	Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire	10/06/17	10/06/21	Affaires juridiques et constitutionnelles					
C-24	Loi modifiant la Loi sur le développement commercial et industriel des premières nations et une autre loi en conséquence	10/06/15	10/06/17	Peuples autochtones	10/06/22	0			
C-34	Loi modifiant la Loi sur les musées et d'autres lois en conséquence	10/06/15	10/06/17	Affaires sociales, sciences et technologie	10/06/22	0			
C-40	Loi instituant la Journée nationale des aînés	10/06/17							
C-44	Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2011 (<i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>)	10/06/21							
C-45	Loi portant octroi à Sa Majesté de crédits pour l'administration publique fédérale pendant l'exercice se terminant le 31 mars 2011 (<i>Loi de crédits n° 3 pour 2010-2011</i>)	10/06/21							

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC DES COMMUNES

N°	Titre	1 ^{re}	2 ^e	Comité	Rapport	Amend.	3 ^e	S.R.	Chap.
C-232	Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême (compréhension des langues officielles)	10/04/13							
C-268	Loi modifiant le Code criminel (peine minimale pour les infractions de traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans)	10/03/04	10/04/21	Affaires sociales, sciences et technologie	10/06/03	0	10/06/17		
C-288	Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans les régions désignées)	10/05/06							
C-302	Loi visant à reconnaître les injustices commises à l'égard des personnes d'origine italienne en raison de leur désignation comme « sujets d'un pays ennemi » et de leur internement durant la Seconde Guerre mondiale, à prévoir une indemnisation et à promouvoir l'enseignement de l'histoire italo-canadienne	10/04/29							
C-311	Loi visant à assurer l'acquittement des responsabilités du Canada pour la prévention des changements climatiques dangereux	10/05/06							
C-464	Loi modifiant le Code criminel (motifs justifiant la détention sous garde)	10/03/23	10/06/22	Affaires juridiques et constitutionnelles					
C-475	Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (méthamphétamine et ecstasy)	10/06/10							

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC DU SÉNAT

N°	Titre	1 ^{re}	2 ^e	Comité	Rapport	Amend.	3 ^e	S.R.	Chap.
S-201	Loi modifiant la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières (cartes de crédit et de débit) (Sén. Ringuette)	10/03/04	10/03/30	Banques et commerce					
S-202	Loi modifiant la Loi canadienne sur les paiements (systèmes de paiement par carte de débit) (Sén. Ringuette)	10/03/04	10/04/20	Banques et commerce					
S-203	Loi instituant la Journée nationale de la philanthropie (Sén. Mercer)	10/03/04	10/04/29	Affaires sociales, sciences et technologie	10/06/08	2	10/06/10		
S-204	Loi modifiant le Code criminel (protection des enfants) (Sén. Hervieux-Payette, C.P.)	10/03/09							
S-205	Loi prévoyant des moyens pour rationaliser la gestion interne des entreprises commerciales canadiennes durant la période d'urgence nationale résultant de la crise financière mondiale qui porte atteinte à la stabilité économique du Canada (Sén. Hervieux-Payette, C.P.)	10/03/09							

N°	Titre	1 ^{re}	2 ^e	Comité	Rapport	Amend.	3 ^e	S.R.	Chap.
S-206	Loi visant à assurer la parité de genre dans le conseil d'administration de certaines personnes morales, institutions financières et sociétés d'Etat mères (Sén. Hervieux-Payette, C.P.)	10/03/09	10/05/13	Banques et commerce					
S-207	Loi modifiant la Loi sur les pêches (pêche commerciale du phoque) (Sén. Harb)	10/03/09							
S-208	Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts (cadeaux) (Sén. Day)	10/03/09							
S-209	Loi instituant une Journée nationale du service pour honorer le courage et les sacrifices des Canadiens face au terrorisme, notamment lors des événements du 11 septembre 2001 (Sén. Wallin)	10/03/09							
S-210	Loi modifiant la Loi fédérale sur le développement durable et la Loi sur le vérificateur général (participation du Parlement) (Sén. Banks)	10/03/09	10/03/18	Énergie, environnement et ressources naturelles	10/04/22	0	10/04/27		
S-211	Loi instituant la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme (Sén. Munson)	10/03/10	10/04/20	Affaires sociales, sciences et technologie	10/06/08	4			
S-212	Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (allègements fiscaux pour les habitants du Nunavik) (Sén. Watt)	10/03/10	10/03/31	Finances nationales					
S-213	Loi modifiant la Loi du traité des eaux limitrophes internationales (captage massif d'eau) (Sén. Murray, C.P.)	10/03/23	Retiré 10/05/27						
S-214	Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et d'autres lois (passif non capitalisé des régimes de pension) (Sén. Ringuette)	10/03/24	10/06/10	Banques & commerce					
S-215	Loi modifiant le Code criminel (attentats suicides) (Sén. Frum)	10/03/24	10/03/31	Affaires juridiques et constitutionnelles	10/05/06	0	10/05/11		
S-216	Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies en vue de protéger les prestataires de régimes d'invalidité de longue durée (Sén. Eggleton, C.P.)	10/03/25	10/06/17	Banques et commerce					
S-217	Loi prévoyant l'établissement et la tenue d'un registre national des instruments médicaux (Sén. Harb)	10/04/14	10/06/15	Affaires sociales, sciences et technologie					
S-218	Loi instituant la Journée de l'amitié entre le Canada et la Russie (Sén. Stollery)	10/05/12							
S-219	Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des postes (service postal en milieu rural et ombudsman de Postes Canada) (Sén. Peterson)	10/06/01							

N°	Titre	1 ^{re}	2 ^e	Comité	Rapport	Amend.	3 ^e	S.R.	Chap.
S-220	Loi modifiant la Loi sur les langues officielles (communications avec le public et prestation des services) (Sén. Chaput)	10/06/09							
S-221	Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (crédit d'impôt pour compensation de carbone) (Sén. Mitchell)	10/06/10							
S-222	Loi instituant le Jour du tartan (Sén. Wallace)	10/06/22							

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

N°	Titre	1 ^{re}	2 ^e	Comité	Rapport	Amend.	3 ^e	S.R.	Chap.

TABLE DES MATIÈRES

Le mercredi 23 juin 2010

	PAGE		PAGE
Visiteurs à la tribune		Le plan d'action en matière de production d'électricité au Canada atlantique	
Son Honneur le Président	920	L'honorable Fred J. Dickson	920
<hr/>			
DÉCLARATIONS DE SÉNATEURS		L'Université des Premières nations du Canada	
L'attentat à la bombe contre le vol 182 d'Air India		L'honorable Sandra Lovelace Nicholas	921
Le vingt-cinquième anniversaire.		Son Honneur le Président	921
L'honorable Mobina S. B. Jaffer	920	Progrès de la législation	i



*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada – Les Éditions et Services de dépôt
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*